

HILLARY CLINTON ET LA LIBERTÉ D'INTERNET (CIVILISÉ)

LE 17 FÉVRIER 2011 OLIVIER TESQUET

Le deuxième discours d'Hillary Clinton sur la liberté d'Internet met en évidence les contradictions de la diplomatie américaine, coincée entre WikiLeaks et Facebook. Et il est peut-être déjà obsolète.

"Internet Freedom? There's no app for that!" Le **deuxième discours** d'Hillary Clinton sur la liberté d'Internet, prononcé mardi à Washington, pourrait se résumer à cette aimable saillie à destination de tous les Steve Jobs de l'activisme en ligne. Un an après avoir posé la **première pierre** du *"21st Century Statecraft"* (le **terme fourre-tout** inventé par des *spin doctors* pour définir une diplomatie connectée), la Secrétaire d'Etat américaine a remis le couvert, en choisissant avec soin la séquence médiatique la plus propice.

Début 2010, son allocution était intervenue juste après l'incident entre Google et la Chine. Cette fois-ci, Clinton a patiemment attendu l'issue – positive – des révoltes tunisienne et égyptienne pour s'exprimer. Plus intéressant encore, elle a commencé son discours par une allusion à l'extinction momentanée d'Internet par le régime de Moubarak, avec un sens aigu du storytelling: *"Quelques minutes après minuit, le 28 janvier, l'Internet a disparu en Egypte"*.

Très rapidement, elle a cité l'exemple iranien et convoqué la figure de **Neda**, cette jeune fille tuée pendant les manifestations consécutives à la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, propulsée martyre de la "révolution verte" et visage de la contestation contre le régime des mollahs. Après avoir loué le pouvoir émancipateur du web et sa prégnance dans les soulèvements populaires aux quatre coins du monde il y a quelques mois, la tête de pont de la diplomatie américaine a tenu à replacer les événements arabes dans leur contexte:



Ce qui s'est passé en Egypte et en Iran [...] relève d'un schéma plus vaste que le seul Internet. Dans chacun de ces cas, les peuples ont manifesté parce qu'ils ressentent de la frustration vis-à-vis de leur situation politique et économique. Ils se sont levés, ont marché, ont chanté, les autorités les ont traqués, bloqués, détenus. Internet n'a rien fait de tout cela. Les individus l'ont fait.



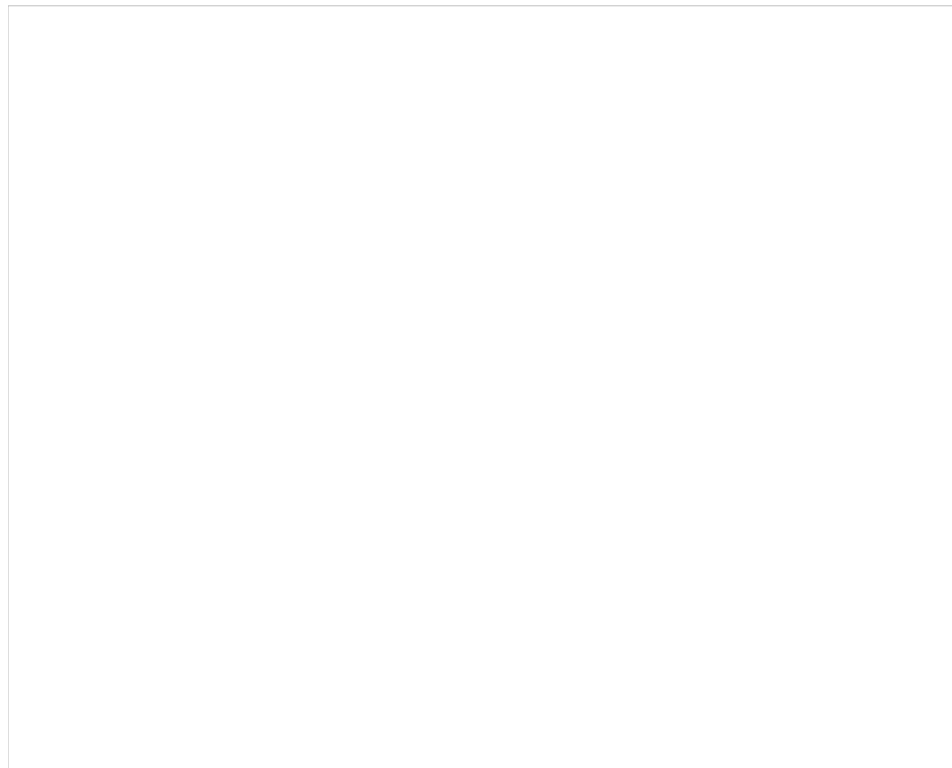
Sans remettre en cause le rôle de Facebook après les émeutes de Sidi Bouzid ou l'importance d'un **canal "dégradé"** dans une Egypte coupée du monde, ce constat peut sonner comme une lapalissade. Pourtant, il est tout sauf anodin. Dans l'après-Moubarak immédiat, Google et Facebook ont adopté une posture similaire, prenant soin de **ne pas trop accentuer leur rôle** dans des mouvements qui les dépassent très largement. Ainsi, la compagnie de Mark Zuckerberg a pris **d'infinies précautions langagières** pour ménager son implantation récente dans d'autres pays de la région. Après avoir opté pour le *soft power* systémique (voir l'image ci-dessous), Clinton a clairement changé de braquet, privilégiant "les gens".

projets ont déjà montré leurs limites, le **précédent Haystack** ayant frôlé de peu la catastrophe.

“Faites ce que je dis, pas ce que je fais”

Plus que jamais, la juxtaposition de tous ces desideratas montre l'étendue de la schizophrénie du gouvernement américain, dont le message sur le numérique est plus que jamais le suivant: *“Faites ce que je dis, surtout pas ce que je fais”* . En parlant de WikiLeaks, Clinton a tenu à rappeler que le Département d'Etat n'avait pas vivement critiqué le site *“parce qu'il fait partie d'Internet”* . Elle s'est bien gardée de mentionner une réalité trop souvent ignorée: si l'organisation d'Assange avait décidé de démanteler les dictatures en révélant leurs petits secrets, elle aurait été soutenue par le même Département d'Etat. Et aurait probablement goûté aux millions de dollars promis par l'administration aux prosélytes du web libre. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter Clinton chanter les louanges d'un *“avocat vietnamien qui dénoncerait la corruption”* . Celle des autres.

Mais il y a encore plus éloquent. Pendant que la Secrétaire d'Etat délivrait son discours, le Broadcasting Board of Governors (BBG) **se réunissait** pour discuter de cette “nouvelle ère digitale”. Agence “indépendante” chargée de coordonner le service public de Washington à l'international, le BBG administre par exemple **Radio Free Europe** ou **Voice of America**, ces *samizdat* distribués mis en place pendant la Deuxième Guerre Mondiale et remaniés pendant la Guerre Froide pour promouvoir la démocratie dans le bloc soviétique.



Dans son compte-rendu, le Broadcasting Board of Governors ne fait aucun mystère: les événements qui secouent les pays arabes *“démontrent le pouvoir des médias sociaux”* . Un animateur de la version en farsi de Radio Free Europe va même plus loin: *“Sans Facebook, rien n'est possible aujourd'hui”*. Placés sous l'autorité directe du Département d'Etat, ces instruments diplomatiques sont-ils en train de s'autonomiser, et de s'éloigner du discours officiel? Alors que les conseillers technophiles de Barack Obama s'écharpent pour faire émerger un consensus, tandis qu'Hillary Clinton cherche un équilibre précaire entre la carotte et le bâton, l'émergence d'une conscience numérique en Tunisie, en Egypte, en Iran, au Bahreïn, pourrait vite changer la donne.

Surveillance au nom de la realpolitik

Tandis que le Département d'Etat présente un *“Internet ouvert”* comme le Saint Graal d'une nouvelle civilisation en réseau, des entreprises 100% américaines profitent des marges d'un nouveau marché, celui de la surveillance. Pour ne pas céder de terrain à la concurrence étrangère, nombreuses sont celles – grosses et petites – qui décident de se plier aux normes locales pour préserver la paix des ménages. Narus, une petite boîte californienne, **a vendu des solutions à l'Egypte** pour renifler le trafic; Cisco, le géant de l'informatique, 7,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires, **présente des PowerPoint** à ses employés pour leur expliquer le fonctionnement de la censure chinoise et comment s'impliquer dans le processus; et de l'autre côté du Great Firewall construit par Beijing, Google filtre toujours ses

contenus au nom de la realpolitik.

Cerné par ses contradictions, le cyber-plan Marshall américain si critiqué par certains activistes pourrait faire long feu. Il y a quelques mois, le blogueur tunisien Sami Ben Gharbia **tirait au bazooka** sur la politique du State Department, en pointant du doigt les incohérences de l'administration:



Si les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux veulent soutenir la liberté sur Internet, ils devraient commencer par interdire l'exportation de produits de censure et d'autres logiciels de filtrage vers nos pays. Après tout, la plupart des outils utilisés pour museler notre liberté d'expression en ligne et pour suivre nos activités sur Internet sont conçus et vendus par des entreprises américaines et occidentales. Nos chers amis et défenseurs de la liberté d'expression américains devraient mettre plus de pression sur leur gouvernement pour mettre un terme à l'exportation de ce type d'outils à nos régimes au lieu de faire pression pour recevoir plus d'argent pour aider à construire (encore) un autre outil de contournement ou pour aider les dissidents à renverser leurs régimes.



Crédits photo: **Wordle**, Flickr CC **roberthuffstutter**, **roberthuffstutter**

DODOT

le 17 février 2011 - 11:52 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Quand les dirigeants politiques parlent de sécurité, il s'agit malheureusement bien souvent de la leur.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

KADER

le 17 février 2011 - 16:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



bien sur ses outils sont utilisés contre les peuples arabes en particulier, dommage que cette jeunesse trompée par les apparences des pays dits civilisés où végètent plus de 40 millions de citoyens SDF ET PLUS D.E 100 MILLIONS DE PAUVRES OUVRIERS QUI SONT OBLIGES DE SE TAIRE SOUS LES CONTRAINTES DE POURSUITES JUDICIAIRES OU POLICIÈRES. Les restos du coeur, et autres sont là pour justifiés la vérité, et que l'on ne se trompe pas, tout ceci est programmé pour s'autoriser à VOLER les richesses de ces pays, pourquoi ne s'y frotte-il pas à la CHINE parce que ils savent que leurs répliques seront cinglantes. Les USA et U.E. croulent sous l'endettement et essaient de trouver des issues de sortie par des menaces camouflées ou des guerres programmées et cautionnée par l'ONU comme d'habitude contre ces pays. Dommages que les dirigeants arabes n'ont pas encore compris que c'est à l'union avec l'IRAN qu'ils auront leur salut, sinon ils seront broyés comme l'IRAK -LE PAKISTAN. Aujourd'hui L'AFGANISTAN SERT DE COBAYE AUX FUTURES GUERRES US. Ce n'est qu'une fois les arabes détruits, qu'ils se retourneront contre le gros morceau qu'est la chine avec l'aide du JAPON qui a oublié les 3 Bombes Atomiques et non pas 2. en inventant vouloir la protection des populations qu'ils détestent en réalité. D'après vous que pèse aux yeux d'un américain, un tunisien, un égyptien, ou autre arabe, rien de rien. Ils se gardent de le dire mais ils le pensent sincèrement.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DAMIEN

le 17 février 2011 - 17:52 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Dans un article en 4 points, Glenn Greenwald a aussi montré le fossé qui sépare la rhétorique de la réalité lorsque le gouvernement américain parle de la liberté sur Internet. <http://damien.harraga.info/articles/70> (Il s'agit d'une traduction et adaptation d'un article de Glenn Greenwald paru dans Salon.com le 17 janvier 2011.)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LEGRANDSOIR

le 2 mars 2011 - 2:39 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



c'est pas pour spammer, mais quand on entend un dirigeant américain tenir de tels propos, alors que ...

Moubarak Obama pourrait couper l'Internet en "période de crise".

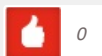
La presse spécialisée nous a très récemment rappelé que le président des Etats-Unis pourrait bien obtenir du Congrès US le droit de couper l'Internet en période de crise.

La loi "Protecting Cyberspace as a National Asset Act", présentée au Congrès une première fois l'année dernière, est officiellement destinée à combattre la cyber-criminalité et, vous l'aurez deviné, le terrorisme.

Bloquée une première fois, la loi sera présentée à nouveau cette année. Elle autoriserait le président des Etats-Unis en exercice à fermer l'Internet pendant une période de 30 jours – ou même de 120 jours, selon les sources – et contraindre les sites internet "à respecter les contraintes de sécurité". Aucune autorisation de justice ou du pouvoir législatif ne sera nécessaire. Le Department of Homeland Security sera chargé de dresser une liste des infrastructures concernées et qualifiées de "critiques" (pour faire sérieux). La crise indispensable sur un tel gâteau est que le président pourra prolonger la mesure indéfiniment.

<http://www.legrandsoir.info/+Moubarak-Obama-pourrait-couper-l-Internet-en-période-de-crise+.html>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

7 pings

Les tweets qui mentionnent Hillary Clinton et la liberté d'Internet (civilisé) » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 17 février 2011 - 11:45

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Nicolas Voisin, damien douani, Olivier Tesquet, omar chahid, eric ducarme et des autres. eric ducarme a dit: RT @owni: [#owni] Hillary Clinton et la liberté d'Internet (civilisé) <http://bit.ly/e6kW3Q> (par @oliviertesquet) [...]

Hillary Clinton and internet freedom (civilized) » Article » OWNI.eu, Digital Journalism le 18 février 2011 - 14:12

[...] Translation by: Stefanie Chernow [...]

Hillary Clinton et la liberté d'Internet (civilisé) | le 6 mars 2011 - 18:14

[...] A lire ici [...]

Departement d'Etat, Al-Jazeera: même (social media) combat » Article » OWNI, Digital Journalism le 14 mars 2011 - 15:50

[...] du 21st Century Statecraft, sorte de profession de foi sur la liberté numérique, non exempte de certaines ambiguïtés mais qui, martelée, rappelle qu'in fine, "ce qui est bon pour le business est bon [...]

Département d'Etat, Al-Jazeera: même (social media) combat « MecanoBlog le 16 mars 2011 - 15:24

[...] du 21st Century Statecraft, sorte de profession de foi sur la liberté numérique, non exempte de certaines ambiguïtés mais qui, martelée, rappelle qu'in fine, "ce qui est bon pour le business est bon pour les [...]

US Departement d'Etat, Al-Jazeera ... même (social media) combat | Damien Van Achter le 17 janvier 2012 - 14:17

[...] du 21st Century Statecraft, sorte de profession de foi sur la liberté numérique, non exempte de certaines ambiguïtés mais qui, martelée, rappelle qu'in fine, « ce qui est bon pour le business est bon [...]

US Departement d'Etat, Al-Jazeera ... même (social media) combat | Damien Van Achter le 9 avril 2012 - 23:39

[...] du 21st Century Statecraft, sorte de profession de foi sur la liberté numérique, non exempte de certaines ambiguïtés mais qui, martelée, rappelle qu'in fine, "ce qui est bon pour le business est bon [...]